



Assemblée générale

Distr. générale
18 octobre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Cinquième Commission
Point 117 e) de l'ordre du jour
Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Note du Secrétaire général

1. Comme il est indiqué dans le document [A/76/105/Rev.1](#), à la session en cours, l'Assemblée générale sera appelée à nommer cinq personnes pour un mandat de quatre ans qui prendra effet le 1^{er} janvier 2022, afin de pourvoir les sièges qui deviendront vacants à la Commission de la fonction publique internationale.

2. Les membres de la Commission dont le mandat expire le 31 décembre 2021 sont les suivants :

Claudia Angélica Bueno Reynaga (Mexique)
Kumamaru Yuji (Japon)
Aldo Mantovani (Italie)
Jeffrey Mounts (États-Unis d'Amérique)
Wolfgang Stöckl (Allemagne)

3. Conformément à la pratique établie concernant la répartition des sièges de la Commission entre les groupes régionaux, la répartition géographique des membres à nommer devra être la suivante :

Un membre à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique ;

Un membre à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes ;

Trois membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

4. Les États Membres ont présenté la candidature des personnes suivantes :

a) Pour le siège revenant aux États d'Asie et du Pacifique :

Kaji Misako (Japon)

b) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes :

Claudia Angélica Bueno Reynaga (Mexique)



- c) Pour les trois sièges revenant aux États d'Europe occidentale et autres États :
Spyridon Flogaitis (Grèce)
Rupert McNeil (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
Jeffrey Mounts (États-Unis d'Amérique)
Shauna Olney (Canada)

5. La nomination des membres de la Commission est régie par les articles 3 à 5 du Statut de cet organe. En application des dispositions de ces articles et de celles des paragraphes 3 et 4 de la section II de la résolution 43/226 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a engagé des consultations avec les États Membres (par l'intermédiaire de la présidence des divers groupes régionaux), les chefs de secrétariat des autres organismes, les représentant(e)s du personnel (par l'intermédiaire de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux et du Comité de coordination des associations et syndicats internationaux du système des Nations Unies) et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

6. À l'issue de consultations entre les États Membres, les États d'Asie et du Pacifique ont décidé d'approuver la candidature de M^{me} Kaji.

7. Par conséquent, le Secrétaire général soumet à l'examen de la Cinquième Commission la liste des candidats qu'il est proposé de nommer à la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2022 :

- a) Pour le siège revenant aux États d'Asie et du Pacifique :
Kaji Misako (Japon)
- b) Pour le siège revenant aux États d'Amérique latine et des Caraïbes :
Claudia Angélica Bueno Reynaga (Mexique)
- c) Pour les trois sièges revenant aux États d'Europe occidentale et autres États :
Spyridon Flogaitis (Grèce)
Rupert McNeil (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
Jeffrey Mounts (États-Unis d'Amérique)
Shauna Olney (Canada)

8. On trouvera ci-après la notice biographique des candidats (voir annexe).

Annexe

Notices biographiques*

Claudia Angélica Bueno Reynaga (Mexique)

Date de naissance : 1^{er} décembre 1973

Formation :

1998-1999 **Universidad de las Américas**
Spécialité en droit et institutions internationales

1992-1996 **Universidad de las Américas**
Licence en relations internationales

Expérience professionnelle :

Depuis juin 2019 **Directrice générale adjointe, Service diplomatique du Mexique**
Direction des services diplomatiques et des ressources humaines
Ministère des affaires étrangères

15 avril-31 mai 2019 **Coordonnatrice technique**
Sous-secrétariat de la gestion de la protection environnementale
Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles

Janvier 2013-31 mars 2019 **Chef de cabinet**
Sous-secrétariat des affaires multilatérales et des droits humains
Ministère des affaires étrangères

Décembre 2005-décembre 2012 **Conseillère**
Sous-secrétariat des affaires multilatérales et des droits humains
Ministère des affaires étrangères

Juillet 2000-novembre 2005 **Conseillère**
Sous-secrétariat pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Ministère des affaires étrangères

Septembre 1999-juin 2000 **Haute fonctionnaire**
Sous-secrétariat pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Ministère des affaires étrangères

Avril 1996-août 1999 **Chargée de compte**
Services de gestion de patrimoine
Banque HSBC, Mexico

Connaissances linguistiques :

Espagnol
Anglais
Français

* La version originale des notices biographiques n'a pas été revue par les services d'édition.

Spyridon Flogaitis (Grèce)

Docteur en Droit, Docteur en Histoire

Diplômé de l'École Pratique des Hautes Études-IV^e Section

Docteur honoris causa, École nationale des études politiques et administratives, Bucarest

Docteur honoris causa, Faculté de droit, Université de Lisbonne

Docteur honoris causa, Université Titu Maiorescu, Bucarest

Docteur honoris causa, Université d'État de Marioupol (Ukraine)

Docteur honoris causa, Université d'études politiques et économiques, Chisinau

Directeur de l'Organisation européenne de droit public, Athènes

Professeur de droit administratif, faculté de droit, Université d'Athènes

Membre honoraire, Wolfson College, Université de Cambridge

Membre académique de l'Honorable Société de l'Inner Temple, Londres

Avocat à la Haute Cour et au Conseil d'État

Président, Tribunal administratif, BERD

Vice-président, Commission de recours de l'Agence spatiale européenne

Membre, Commission de recours de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques

Membre, Commission de recours du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme

Ancien Président, Tribunal administratif des Nations Unies

Ancien Vice-président, Organisation de la propriété intellectuelle

Ancien juge, Cour suprême (article 88.2 de la Constitution), Grèce

Ancien professeur Arthur Goodhart, faculté de droit, Université de Cambridge

Ancien Yorke Distinguished Visiting Fellow, faculté de droit, Université de Cambridge

Ancien président de la Commission paritaire de recours au FIDA (ONU)

Ancien Ministre suppléant des affaires étrangères, République hellénique (août-septembre 2015)

Ancien Ministre de l'intérieur, République hellénique (août-septembre 2009)

Ancien Ministre de l'intérieur, République hellénique (août-septembre 2007)

Chevalier de la Légion d'honneur, République française

Cavaliere dell'Ordine di Merito della Repubblica Italiana

Croix d'Officier de l'Ordre du Mérite de Hongrie

Grande-Oficial da Ordem do Infante D. Henrique, République portugaise

Né à Lefkas (Grèce), le 22 juillet 1950

Formation

1979	Diplôme de l'École Pratique des Hautes Etudes-IV ^e Section, Histoire et Philologie, très bien
18 décembre 1978	Doctorat en histoire (doctorat de troisième cycle ès lettres), Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne). Directeur de thèse : professeur Nicolas Svoronos. Sujet : « <i>Système vénitien de successions ab intestat et structures familiales dans les îles ioniennes</i> », très bien
16 décembre 1978	Doctorat d'État en droit, Université de Paris II (Panthéon-Assas). Directeur de thèse : professeur Jean Rivero. Sujet : « <i>La notion de décentralisation en France, en Allemagne et en Italie</i> », très honorable

1973-1974	Diplôme d'études supérieures en droit public, Université de Paris II (Panthéon-Assas)
Juin 1973	Licence en droit, faculté de droit, Université d'Athènes, Summa cum laude (9,5/10 major de promotion)
Septembre 1968	Admis à la faculté de droit, Université d'Athènes (vingt-cinquième sur 500)
Juin 1968	Diplôme de fin d'études secondaires, lycée n° 5 d'Athènes

Invitations, bourses et prix

Depuis mai 2017	Membre honoraire, Wolfson College, Cambridge
Depuis janvier 2013	Chercheur invité, Wolfson College, Cambridge
Janvier-août 1998	Chercheur invité, Wolfson College, Cambridge
Été 1993	Bourse Fulbright
Été 1989	Bourse Humbolt, Allemagne
1990-1991	Bourse Humbolt, Allemagne
Été 1988	Bourse de l'Office allemand d'échanges universitaires, Allemagne
Été 1986	Bourse du CNRS, Paris, France
1982-1983	Bourse du British Council
Été 1981	Bourse de l'Office allemand d'échanges universitaires, Allemagne
1974-1978	Bourse du Gouvernement français
1976-1977	Bourse du Gouvernement italien
1968-1973	Bourse du Gouvernement grec
1973	Premier prix de la faculté de droit, Université d'Athènes
1972	Deuxième prix de la faculté de droit, Université d'Athènes
1971	Cinquième prix de la faculté de droit, Université d'Athènes

Carrière universitaire

Depuis 2006	Fondateur et éditeur du <i>Journal of Administrative Law</i> , Athènes, Sakkoulas
Depuis 2003	Fondateur et coéditeur (avec le professeur Gl. Sioutis) de la revue <i>Énergie et droit</i> (en grec), Athènes, Sakkoulas
Depuis 1995	Directeur du Centre européen de droit public, Athènes
Depuis 1994	Fondateur et coéditeur (avec les professeurs Gl. Sioutis et J. Karakostas) de la revue <i>Environnement et droit</i> (en grec), Athènes
Depuis 1994	Cofondateur et coéditeur de la <i>Critical Review of legal theory and practice</i> (en collaboration avec le professeur Michael Stathopoulos, Université d'Athènes), Athènes
1993	Membre du Conseil de l'Université ionienne, Corfou

Depuis mai 1992	Professeur de droit public, faculté de droit, Université d'Athènes
Mai 1985	Professeur associé à la faculté de droit, Université d'Athènes
Octobre 1982	Professeur élu à la faculté de droit, Université de Thrace. Poste refusé
Juin 1982-1985	Maître assistant à la faculté de droit, Université d'Athènes
Septembre 1980-1982	Assistant à la faculté de droit, Université d'Athènes

Postes de juges et autres activités connexes

2018-2020	Président de la Commission paritaire de recours au FIDA (ONU)
2017-2018	Président suppléant de la Commission paritaire de recours au FIDA (ONU)
Depuis 2016	Juge (Président depuis 2020), Tribunal administratif, BERD
Depuis 2014	Juge, Cour suprême (article 88.2 de la Constitution), Grèce
Depuis 2013	Membre, Commission de recours du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme
Depuis 2013	Membre, Commission de recours de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques
Depuis 2013	Vice-président, Commission de recours de l'Agence spatiale européenne
Depuis 2011	Membre, Commission de recours de l'Agence spatiale européenne
2011-2012	Juge, Cour suprême (article 88.2 de la Constitution), Grèce
2007-2009	Juge ad hoc à la Cour européenne des droits de l'homme
2006-2009	Président, Tribunal administratif des Nations Unies
2004-2005	Deuxième Vice-président, Tribunal administratif des Nations Unies
2000-2009	Membre, Tribunal administratif des Nations Unies
Depuis 1992	Arbitre à la CCI
2011	Membre du Comité pour l'amélioration du système de gestion des plaintes, OTAN
2005-2007	Membre du Comité pour la restructuration de l'appareil judiciaire grec
1998	Rapporteur pour la réforme du Système de gestion des plaintes de la Banque mondiale

Activités universitaires internationales

Août 2019	Docteur honoris causa, Université d'études politiques et économiques, Chisinau
Juin 2019	Docteur honoris causa, Université d'État de Marioupol (Ukraine)
Mai 2019	Docteur honoris causa, Université Titu Maiorescu, Bucarest
Depuis 2015	Membre académique de l'Honorable Société de l'Inner Temple, Londres
2013-2014	Yorke Distinguished Visiting Fellow de la faculté de droit, Cambridge
2013	Professeur Arthur Goodhart, faculté de droit, Université de Cambridge
Mars 2011	professeur invité, Université de Toulouse
Avril 2010	Professeur invité, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)
2009	Docteur honoris causa, Faculté de droit, Université de Lisbonne
2008	Docteur honoris causa, École nationale des études politiques et administratives, Bucarest
Depuis 2002	Correspondant du Comité scientifique de la Rassegna di Diritto Pubblico Europeo
Depuis 2000	Membre du Comité consultatif international, Institute of Governance, Public Policy and Social Research, Queen's University de Belfast, Royaume-Uni
Janvier-août 1998	Professeur invité, faculté de droit, Université de Cambridge
Novembre 1996	Professeur invité, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)
1995-1996	Expert de l'OCDE pour les pays du programme PHARE
Avril 1993	Professeur invité, faculté de droit, Université de Bordeaux I
Depuis 1992	Membre du Comité de rédaction de l' <i>International Review of Administrative Sciences</i> , Bruxelles
Depuis 1992	Correspondant étranger du Comité scientifique de la <i>Rivista Italiana di diritto pubblico europeo</i> , Milan, Italie
Depuis 1992	Membre du Comité scientifique de l' <i>International Centre of Public Law</i> , Londres
Depuis septembre 1991	Membre du Comité directeur du <i>European Group of Public Law</i> (avec le professeur Gérard Timsit, Université de Paris I)
Décembre 1990	Professeur invité, faculté de droit, Université de Bordeaux I
1990-1991	Professeur invité, faculté de droit, Université de Heidelberg
Depuis 1989	Cofondateur et coéditeur (avec le professeur Gérard Timsit, Université de Paris I), de la <i>European Review of Public Law</i> , Londres

Avril 1988	Professeur invité, faculté de droit, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)
1 ^{er} février-31 mars 1988	Professeur invité, faculté de droit, Université de Paris II (Panthéon-Assas)
1983-1989	Membre du Comité directeur du Groupe européen d'administration publique, Bruxelles
Depuis 1985	Membre du réseau scientifique d'Eurorégions, Institut du fédéralisme, Université de Fribourg, Suisse
1984-1985	Membre du Conseil scientifique de l' <i>Institut européen d'administration publique</i> , Maastricht (Pays-Bas)
1982-1983	Professeur invité de la faculté de droit, Université de Cambridge
1982-1983	Expert invité du Wolfson College, Cambridge (Royaume-Uni)

Exercice du droit

2013-2016	Vice-président, Organisation de la propriété intellectuelle
Depuis 2011	Membre du conseil d'administration de l'Organisation de la propriété intellectuelle
2008-2010	Membre du Comité de recrutement des directeurs généraux au gouvernement local grec
Depuis 2007	Directeur de l'Organisation européenne de droit public
2007-2012	Membre du Conseil d'administration de la Fondation hellénique pour la culture
2005-2007	Membre, conseil d'administration, Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes
2002-2010	Membre du Comité de recrutement des directeurs généraux dans le secteur public grec
2002-2004	Président du Comité pour les compétences du gouvernement local, Grèce
2002-2004	Membre, Comité pour la codification du droit de l'environnement hellénique
2002-2007	Membre, Comité pour la codification du droit des travaux publics hellénique
Depuis 2002	Membre du Comité scientifique de l'ASTRID, Rome
2001-2002	Membre du Comité pour la restructuration des finances de la fonction publique, Grèce
2000-2005	Président de l'Agence de distribution de gaz de Thessalonique, Grèce
1999-2001	Président suppléant du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Grèce
1999-2004	Membre du Comité d'experts juridiques du Ministère de l'éducation

1999	Président du Comité d'évaluation des programmes en matière de transports et de télécommunications, Ministère grec des transports et des télécommunications
1996-1997	Président du Comité pour la réglementation du code de la route grec
1995-2007	Directeur du Centre européen de droit public, Athènes
1994-1995	Président du Comité concernant la loi sur la procédure administrative grecque
1988-2010	Conseiller juridique auprès du <i>Centre des énergies renouvelables</i> , Athènes
1984-1985	Conseiller juridique du Ministre du Conseil, Athènes
Depuis 1985	Avocat à la Haute Cour et au Conseil d'État
1985	Directeur de l' <i>Institut d'administration publique</i> , Centre national d'administration publique, Athènes
1983-1984	Conseiller juridique du Secrétaire général du Ministère de l'économie nationale, Athènes
1981-1982	Assistant du Conseiller juridique du Premier Ministre, Athènes
1980-1981	Conseiller juridique à la Direction générale de l'environnement, Ministère de la coordination, Athènes
1979-1980	Conseiller juridique à la Direction générale de la décentralisation et du développement régional, Ministère de la coordination, Athènes
Depuis 1974	Avocat, barreau d'Athènes

Publications

Evolution of Law and State in Europe – Seven Lessons, Londres, Hart Publishing, 2014

The European Court of Human Rights and its Discontents, (S. Flogaitis, T. Zwart, J. Frazer eds), Londres, Elgar Publishing, 2013

Droit administratif (en grec, ouvrage collectif), Athènes, Éditions Sakkoulas, 2003 (deuxième édition parue en 2010)

Les contrats administratifs, Esperia Publications Ltd, Londres/Bruylant, Bruxelles, 1998

Les contrats administratifs, (en grec), Athènes, éditions Sakkoulas, 1992

Cas et documents en droit administratif (en grec), Athènes, Hellenic University Press, 1990

Georg Ludwig von Maurer, Die Wittelsbacher in Griechenland, édité par S. Flogaitis et W. Roustapani - Sourlas, Athènes, éditions Sakkoulas, 1988

Friedrich von Thiersch, De la Régence en Grèce, édité par S. Flogaitis et H. Scholler, Athènes, éditions Sakkoulas, 1987

Le système administratif grec (en grec), Athènes, éditions Sakkoulas, 1987

Administrative Law et Droit Administratif, Paris, LGDJ, 1986

Aspects contemporains de l'interventionnisme d'État (en grec), Athènes, éditions Sakkoulas, 1984

Concepts fondamentaux de l'organisation administrative (en grec), Athènes, éditions Sakkoulas, 1981

Système vénitien de successions ab intestat et structures familiales dans les îles ioniennes, Paris/Genève, Droz, 1981

La notion de décentralisation en France, en Allemagne et en Italie, Paris, LGDJ, 1979

Articles et contributions

Nombreux articles et contributions de toutes sortes, publiés en Grèce, en Allemagne, en France, en Italie, au Portugal, en Thaïlande et en Corée, entre autres

Associations

Association hellénique de droit constitutionnel (Secrétaire général)

Groupe européen d'administration publique (membre du Comité directeur de 1983 à 1989)

Groupe européen de droit public (membre du Comité directeur depuis 1991)

Association hellénique du droit de l'environnement

Asociacion Mexicana de Derecho Administrativo (membre honoraire)

Rupert McNeil (Royaume-Uni)

Depuis 2015 : Government Chief People Officer du Royaume-Uni. Responsable de tous les aspects de la stratégie de gestion prévisionnelle des besoins en personnel au niveau de la fonction publique, pour environ 420 000 personnes réparties dans plus de 30 organisations, et responsable, des points de vue fonctionnel et professionnel, d'environ 5 000 agents des ressources humaines. A élaboré et mis en œuvre le plan de gestion prévisionnelle des besoins en personnel du Gouvernement britannique (2016-2020), y compris s'agissant du lancement et de l'application de la Civil Service Diversity & Inclusion Strategy (stratégie visant à promouvoir la diversité et l'inclusion dans la fonction publique), et s'occupe actuellement des aspects de la prochaine phase de réforme et de transformation de la fonction publique qui ont trait au personnel. Chargé, au nom du Gouvernement britannique, de prévoir et de mener à bien les activités de retrait de l'Union européenne (depuis juin 2016) et de lutte contre la pandémie de COVID-19 (depuis janvier 2020) en lien avec le personnel. Responsable de la stratégie du Gouvernement en matière de services partagés (de novembre 2018 à juillet 2020), ainsi que de la mise en place du groupe de travail sur l'automatisation du Gouvernement et du Civil Service Culture Observatory. Membre non exécutif du conseil d'administration de la Government Property Agency et membre du Civil Service Senior Leadership Committee et du Civil Service Operations Board.

HR Magazine, Human Resources Practitioner of the Year (2019)

Lloyds Banking Group PLC (2012 à 2015) : Directeur des ressources humaines

Membre du *Chartered Institute of Personnel & Development (2014)*

Aviva PLC (2010 à 2012) : Directeur des ressources humaines

Directeur des services d'expert en matière de ressources humaines après la consolidation d'Aviva UK, et Directeur non exécutif chargé des activités d'Aviva ayant trait aux assurances-vie en République d'Irlande après qu'Aviva UK en est devenu responsable.

Barclays PLC (2005 à 2010) : Directeur des ressources humaines dans le secteur bancaire de détails et commercial,

puis focalisation sur la branche de détails, à la suite de l'intégration d'un certain nombre d'activités relevant du secteur bancaire de détails et commercial à Barclays Capital, (2007 à 2010) et Directeur de la gestion exécutive du groupe en matière de ressources humaines (2005 à 2007), notamment s'agissant des aspects de l'intégration d'ABN Amro qui avaient trait au personnel.

Co-rédacteur, *Reward Governance for Senior Executive in Law for Practitioners Series* (Cambridge University Press, 2008), Harvard Business School, Advanced Management Programme n° 178 (2010)

Deloitte LLP (2002 à 2005) et Arthur Andersen (1995 à 2002) :

Partenaire (2001 à 2002) et postes de cadre de niveaux intermédiaire, senior, supérieur et directeur (1995 à 2001).

Confederation of British Industry (1989 à 1995)

Responsable de la section Pay & Employment Markets (auparavant, conseiller adjoint en politique de formation, conseiller en politique de formation et, enfin, responsable de la section relative aux politiques de rémunération).

Université d'Oxford (St Catherine's College), politique et philosophie (1989), et lauréat des examens d'Honours Moderations en jurisprudence (1986)

Bourse Victor Blank en jurisprudence (1985), président de la Junior Common Room (1987) et stagiaire du sénateur Paul Simon (D, Illinois) (1988)

Kaji Misako (Japon)

Expérience professionnelle

Le parcours professionnel de M^{me} Kaji Misako, en particulier au sein du Service des affaires étrangères japonais, est étroitement lié à l'Organisation des Nations Unies. Celle-ci a ainsi représenté le Japon à la Troisième Commission puis à la Cinquième Commission, à New York, et rempli la fonction d'ambassadrice de son pays auprès des organes directeurs de nombreuses entités des Nations Unies, à Genève. Au Ministère des affaires étrangères de Tokyo, elle a été chargée, en tant que directrice du projet, de compiler les rapports établis par le Japon concernant deux instruments ayant trait aux droits de la personne, à savoir la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et a obtenu l'adoption, par la Diète nationale, d'une législation sur l'adhésion du pays aux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève d'août 1949.

M^{me} Misako s'est par ailleurs vu confier à maintes occasions la responsabilité de représenter non seulement son pays, mais également l'ensemble des États Membres de l'ONU. Membre du CCQAB de 2007 à 2010, elle a également participé aux travaux du groupe consultatif relatif au Fonds pour la consolidation de la paix de l'ONU de 2012 à 2017. Elle a par ailleurs été membre du bureau de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux femmes en 2000, ainsi que du comité préparatoire de la troisième Conférence des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe en 2015. Elle a présidé le Conseil d'administration de l'OIT en 2015-2016.

M^{me} Kaji a par ailleurs acquis une expérience en tant que fonctionnaire internationale dans le cadre de fonctions exercées au HCR, où elle s'est principalement occupée de la coordination interorganisations. Ses activités menées dans le milieu universitaire lui ont en outre donné l'occasion de réfléchir à la raison d'être et à la mission du système des Nations Unies.

Depuis 2019	Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire auprès de la République de Croatie
2017	Professeur, École de politique internationale et publique de l'Université Hitotsubashi
2014	Ambassadrice et Représentante permanente adjointe, Mission permanente du Japon auprès des organisations internationales basées à Genève
2012	Professeur, Université de Tokyo, Département des hautes études sociales et internationales, Programme d'études supérieures sur la sécurité humaine, École supérieure des arts et des sciences
2010	Directrice générale adjointe, Bureau des affaires du Moyen-Orient et d'Afrique, Ministère des affaires étrangères
2007	Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
2006	Ministre, Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies
2004	Chef adjointe du protocole principale, Ministère des affaires étrangères

- 2003 Directrice chargée des affaires relevant des droits humains et des affaires humanitaires, Ministère des affaires étrangères
- 2002 Attachée de presse adjointe de Junichiro Koizumi, Premier Ministre du Japon
- 2000 Conseillère spéciale de Sadako Ogata, Haute-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
- 1998 Conseillère, Section chargée des affaires sociales, Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies
- 1996 Conseillère, Ambassade du Japon au Viet Nam
- 1993 Première Secrétaire, Mission permanente du Japon auprès de l'Union européenne
- 1987 Sous-Directrice, Division des affaires économiques, Bureau de l'Organisation des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères
- 1984 Troisième Secrétaire, Ambassade du Japon au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- 1981 Prise de fonctions au sein du Service diplomatique japonais

Formation universitaire

Licence en économie, Université de Tokyo, 1981

Maîtrise en politique, philosophie et économie, Université d'Oxford, 2013

Publications

« *Why Human Security, Why Japan* »

Sangmin Bae et Makoto Maruyama, *Human Security, Changing States and Global Responses: Institutions and Practices*, Routledge, 2015, ISBN 9781138803893

« *Disaster Risk Reduction-Japanese Initiatives in the World Agenda* »

Asia-Pacific Review, volume 24, numéro 1, mai 2017, Routledge, ISSN1343-9006

Jeffrey Mounts (États-Unis d'Amérique)

Jeffrey C. Mounts est membre de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) depuis 2018.

M. Mounts fait partager à la CFPI près de 30 ans d'expérience dans les domaines de la gestion financière gouvernementale et de la rémunération du capital humain, notamment en matière d'encadrement et d'expertise s'agissant des politiques de gestion des ressources humaines et de rémunération, de l'exécution de paiements et de la fourniture de services bancaires à l'échelle mondiale, de l'administration des pensions et avantages postérieurs à l'emploi, du développement de systèmes d'entreprise et de la gestion de programmes, ainsi que de la mise en œuvre et de l'exploitation de services partagés au niveau international.

Il exerce actuellement les fonctions de Contrôleur et Directeur financier par intérim au Département d'État américain, dans le cadre desquelles il dirige les activités, systèmes et services de gestion financière mondiale du Département et conseille le Sous-Secrétaire d'État à la gestion sur les opérations menées dans ce domaine. M. Mounts est également Président du Comité directeur du Département chargé du contrôle de la gestion. Il représente le Département d'État au sein du Chief Financial Officers Council du Gouvernement américain et siège à titre consultatif dans de nombreux comités interagences américains.

Au Département d'État, M. Mounts a notamment été chargé de superviser les projets suivants : mise en place d'une plateforme destinée à traiter les états de paie de plus de 60 000 employés locaux (PeopleSoft Global platform) ainsi que d'une plateforme de traitement des versements dus au titre des régimes à prestations définies pour le fonds de retraite et d'invalidité du service diplomatique, et développement et mise en œuvre d'un système de décaissement complexe, multidevise et mondial utilisé pour effectuer des transferts électroniques de fonds et des paiements par chèque d'une valeur totale de plus de 15 milliards de dollars par an.

Par le passé, M. Mounts a notamment occupé les postes ci-après au sein du Département d'État : Contrôleur adjoint, Directeur général de la rémunération globale, Directeur du développement et de la maintenance des systèmes à Charleston (Caroline du Sud), Directeur du développement des systèmes centraux à Washington (DC), et Directeur du développement et de la maintenance des systèmes à Bangkok (Thaïlande).

M. Mounts est titulaire d'un doctorat en droit de la faculté de droit de l'Université du Maryland, d'un master en gestion publique (finances publiques) de l'Université du Maryland et d'une licence en sciences politiques et éducation de l'Université d'État du Dakota du Sud.

Shauna Olney (Canada)

Profil

- Plus de 30 ans d'expérience dans les secteurs du travail et de l'emploi.
- Près de 30 ans d'expérience dans le système des Nations Unies, notamment à des postes de direction à l'Organisation internationale du Travail (OIT), et contribution aux travaux de l'Organisation grâce à sa vision stratégique et à son expertise technique, ainsi qu'à la fourniture de conseils éclairés.
- Élaboration de textes de loi concernant le travail et l'emploi fondés sur le droit comparé et les bonnes pratiques, et fourniture d'analyses juridiques et de conseils techniques sur diverses lois et politiques nationales, ainsi qu'en matière de négociation collective, de prévention et de résolution des différends, et de conformité des traités avec diverses conventions.
- Expertise reconnue dans les domaines de l'égalité des genres et de la non-discrimination, et réalisation d'études sur la politique à adopter, d'analyses législatives et de projets concernant des questions telles que celles des soins dans le milieu de vie, de l'équité salariale, de la violence et du harcèlement, de la diversité et de l'inclusion, et de la non-discrimination.

1991-2020 **Organisation internationale du Travail (OIT), Genève, Suisse**

2014-décembre 2020 ***Chef du Service des questions de genre, de l'égalité et de la diversité et du Service du VIH/sida dans le monde du travail à l'Organisation internationale du Travail***

- Gestion de cinq équipes : égalité des genres ; inclusion du handicap ; minorités indigènes et ethniques ; VIH et sida ; communication et partenariats.
- Conduite de travaux visant l'adoption de la Convention de 2019 sur la violence et le harcèlement (n° 190) et de la recommandation l'accompagnant (n° 206).
- Élaboration de l'initiative du centenaire sur les femmes au travail et supervision de sa mise en œuvre, et, dans ce cadre, utilisation de données nouvelles et réalisation de recherches et d'analyses juridiques innovantes à l'appui de lois, politiques et institutions en faveur de l'égalité et de la non-discrimination.
- Encadrement des activités de formation et de mise en fonction de la Coalition internationale pour l'égalité salariale.
- Maîtrise attestée dans les domaines du travail, de l'emploi, de l'égalité des genres et de la non-discrimination :
 - Lauréate du Gallup's Global Impact Award, 2020
 - Nommée l'une des 100 personnes les plus influentes de l'année 2019 en matière de politique de genre par Apolitical
 - Membre du Conseil consultatif du Global Institute for Women's Leadership, King's College, Londres
 - Membre du groupe de médiation par les pairs des administratrices de l'ONU
 - Coprésidente du Groupe d'appui interorganisations sur les questions concernant les peuples autochtones (ONU, 2019)
 - Membre adjointe du Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes créé par le Secrétaire général (2015-2017)
 - Membre du Comité consultatif pour la construction d'économies inclusives du Council on Foreign Relations (2016-2017)

2005-2014 *Chef du service du Département des normes internationales du travail consacré à l'égalité et aux travailleurs migrants*

- Supervision et coordination des activités du service.
- Responsable des conventions de l'OIT sur la non-discrimination, l'égalité salariale, les travailleurs migrants, les travailleurs ayant des responsabilités familiales et les peuples indigènes et tribaux, et soutien aux organes de contrôle de l'OIT.
- Membre du mécanisme d'intégration des droits humains du groupe des Nations Unies pour le développement, y compris le comité de gestion des ressources ; Coordinatrice générale des droits de l'homme de l'OIT.

2001-2005 *Spécialiste hors classe du dialogue social, Département du dialogue social, du droit du travail et de l'administration du travail*

1997-2001 *Juriste hors classe, Service de la liberté d'association, Département des normes internationales du travail*

1991-1997 *Spécialiste du droit du travail et des relations employés-employeur, Service du droit du travail et des relations employés-employeur*

Autres expériences professionnelles

Avril 1990-août 1990 *Clark Wilson, Barristers and Solicitors, Vancouver (Canada)*

Avocate et sollicituse, Département du travail et de l'emploi

Septembre 1988-octobre 1989 *Ladner Downs, Barristers and Solicitors, Vancouver (Canada)*

Avocate et sollicituse, Service du travail et de l'emploi (stagiaire de septembre 1988 à mars 1989)

Septembre 1987-septembre 1988 *Greffière de l'honorable juge La Forest, Cour suprême du Canada, Ottawa (Canada)*

Avril 1987-septembre 1987 *Faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique, Vancouver (Canada)*

Assistante de recherche

Formation

1989-1991 *Maîtrise en droit, Université d'Oxford (Royaume-Uni) ; spécialisation : droits humains comparés et relations employés-employeur*

1984-1987 *Juris doctor, faculté de droit, Université de la Colombie-Britannique, Vancouver (Canada)*

1981-1984 *Licence en littérature anglaise, Université de la Colombie-Britannique, Vancouver (Canada)*

Connaissances linguistiques

- Anglais : langue maternelle
- Français : connaissance approfondie
- Espagnol : connaissance pratique

Principales publications

Eric Carlson et Shauna Olney, « A new global mandate to end violence and harassment in the world of work: A gender-responsive approach », *ABA Journal of Labor and Employment Law*, publication en cours

Shauna Olney, « Gender Equality in the COVID-19 era and beyond », *Essays on Equality* (Global Institute for Women's Leadership, King's College London, 2020)

Meghan Campbell, Sandra Fredman, Judy Fudge et Shauna Olney, « A Better future for women at work », *University of Oxford Human Rights Hub Journal*, v. 1 (2018)

Shauna Olney, « A better future for women at work », *Nordic Future of work* (Helsinki, 2016)

Shauna Olney et Ryszard Cholewinski, « Migrant workers and the Right to Non-discrimination and Equality », *Migrants at Work* (Oxford University Press, 2014)

Martin Oelz, Shauna Olney et Manuela Tomei, *Equal pay: An introductory guide* (OIT, Genève, 2013)

Shauna Olney, « The ILO, gender equality, and trade unions », *Making globalization work for women* (Sunny Series, Praxis, 2011)

Shauna Olney et Marleen Rueda, *Promote collective bargaining: Ratify and apply Convention No. 154* (OIT, Genève, 2004)

Shauna Olney, « Workplace cooperation: An ILO perspective », *Korean Labour Education Institute Journal* (2004)

Shauna Olney, Elizabeth Goodson, Kathini Maloba-Caines et Faith O'Neill, *Gender equality : A guide to collective bargaining*, 2^e édition (OIT, Genève, 2002)

Shauna Olney, « Canada: Collective bargaining and international obligations », *Collective bargaining : A fundamental principle, a right, a convention*, Labour Education, Nos. 114-115, (OIT, Genève, 1999)

Shauna L. Olney, « Collective disputes over health and safety issues », *ILO encyclopaedia of occupational health and safety* (Genève, OIT, 1998)

Shauna L. Olney, *Unions in a changing world: Problems and prospects in selected industrialized countries* (OIT, Genève, 1997)
